

Les communistes présent.e.s pour la Paix et les droits des peuples !



23 septembre : rassemblement et marche pour la Paix à Brest...

D'abord square Kennedy auprès du stand de la CGT installé pour la foire St Michel et qui distribuait des tracts pour la Paix et le Désarmement, avec prise de parole de Antoinette Le Hénaff pour Le Mouvement de la Paix et de Ismaël Dupont pour le PCF, et ensuite cours D'Ajot et auprès du mémorial américain de Brest, en présence de Eric Guellec, vice-président communiste de BMO, de Jean-Paul Cam, secrétaire de section PCF de Brest. Une petite mobilisation avec des militants du Mouvement de la Paix, du PCF, et des écologistes.



...et à Quimper



Ce matin à Quimper sous un soleil éblouissant (mais oui!) j'ai, nous avons marché pour la paix !

Une bonne centaine de personnes se sont rassemblées en fin de matinée aux abords du marché du Stéir sur le pont Médard, décoré pour la circonstance de banderoles pacifistes.

De nombreux syndicalistes de la CGT étaient présents, dont Thierry Gourlay, secrétaire régional, Véronique Roudaut, secrétaire départementale, Sandrine Allain, secrétaire de l'UL CGT de Quimper.

Des communistes aussi, dont l'élus quimpérois Piero Rainero.

Yves Jardin, de l'AFPS, était venu avec un grand portrait de Salah Hamouri qui nous a accompagné pendant cette marche.

Christian Colimard pour le Mouvement de la Paix a pris la parole pour situer le sens de ces marches qui ont lieu ce jour dans plusieurs dizaines de villes françaises.

Les « marcheurs », pacifiques ceux-là!, ont emprunté la rue Kéréon puis marqué un arrêt devant la mairie.

Ils ont ensuite gagné le jardin de la Paix, rue des Doves, très beau jardin méditerranéen dédié à la Paix avec des oliviers, des inscriptions et mosaïques sur le sol, dont la colombe de Picasso.

Jardin lui aussi décoré de panneaux, banderoles, drapeaux, par les militants du Mouvement de la Paix.

Pour finir, Yves Jardin a pris la parole pour évoquer la situation de Salah Hamouri et des prisonniers politiques palestiniens victimes d'une guerre d'occupation qui n'en finit pas.



Pour rappel le communiqué du PCF Finistère appelant à cette journée organisée partout en France par le Mouvement de la Paix.

Le 23 septembre, tous ensemble pour la Paix à Quimper et à Brest !

La Fédération du Parti Communiste Français du Finistère appelle les citoyens qui veulent que la France s'engage enfin, à rebours de la politique de Jean-Yves Le Drian et Macron, pour la Paix, le désarmement et le désarmement nucléaire, à se mobiliser le samedi 23 septembre 2017 à l'occasion de la grande journée internationale de la Paix.

Le collectif national « En marche pour la Paix » regroupe plus d'une centaine d'organisations: syndicales, politiques, humanitaires, dont le PCF.

Il appelle à faire du 23 septembre, partout en France, une journée de mobilisation forte contre les logiques guerrières, de surarmement, d'augmentation des budgets militaires et de commerce de la mort. Le 7 juillet dernier, l'ONU adoptait un traité d'Interdiction des armes nucléaires. Nous demandons que la France le ratifie! Nous n'acceptons pas l'ambition proclamée par Macron de porter le budget de la Défense à 2% du PIB dès 2022, soit 50 milliards d'euros contre 32,7 milliards aujourd'hui (dont 3,5 milliards pour les armes nucléaires).

Cette augmentation qui gave les industries d'armement va de pair avec une augmentation de la vente d'armes au niveau mondial. La guerre est un des commerces les plus lucratifs, qui renforce les inégalités, la pauvreté, les déséquilibres nord-sud et territoriaux, tout en s'en nourrissant, c'est pourquoi la paix doit être un projet politique prioritaire. Seulement 5% des dépenses militaires mondiales pendant 10 ans permettraient, si elles étaient affectés à des objectifs de développement, de conjurer à l'échelle mondiale le problème de l'alimentation en eau potable, de la faim, de l'analphabétisme, des principales maladies, selon le programme des Nations Unies pour le Développement.



Dans un contexte international marqué par la recrudescence des conflits meurtriers et foyers de tension extraordinairement dangereux, nous voulons une diplomatie au service de la paix, de la solution pacifique des conflits. Nous sommes stupéfaits par les déclarations guerrières irresponsables de dirigeants parmi les plus puissants de notre planète et inquiets devant la politique dangereuse de l'OTAN.

Fédération PCF du Finistère le 21 septembre 2017.

Suppression des emplois aidés, un coup de Trafalgar contre les plus fragiles.

Un communiqué de presse du [groupe des élu.e.s communistes de Brest](#)



Suppression des emplois aidés, un coup de Trafalgar contre les plus fragiles !

Le Gouvernement a décidé de tailler dans les contrats aidés. C'est inadmissible ! Cette mesure brutale est un coup de massue qu'Emmanuel Macron, le PDG de la République, assène aux collectivités, aux associations et aux personnes les plus vulnérables. À terme, près de 300 000 personnes risquent de se retrouver au chômage.



Sur Brest, la suppression des contrats aidés aura de violentes répercussions. Le secteur associatif qui remplit des missions d'utilité publique a recours aux contrats aidés. Comment pourra-t-il mener ses actions au mieux s'il doit se priver d'une partie de ses salariés ? Il ne le pourra pas, bien

évidemment.

D'autre part, au sein de notre collectivité, 70 agents sous contrat aidés contribuent au service public rendu aux habitants. En direction notamment des publics les plus fragiles, c'est à dire les enfants et les personnes âgées. Ces postes répondent à des besoins concrets et quotidiens des Brestoïis. Supprimer les postes ne supprimera pas les besoins !

La suppression des contrats aidés par Emmanuel Macron entraînerait une double peine pour les personnes les plus fragilisées. D'un côté, les services dont elles et leur famille bénéficient se verront amputer faute de moyens. D'autre part, ces personnes se retrouveront à la case chômage.

C'est en réalité un vaste plan social que nous dénonçons.

Nous, élu-e-s communistes, demandons à ce que l'État accompagne les associations pour transformer les contrats aidés en emplois sécurisés et qualifiés. Nous exhortons également le Gouvernement à doter les services publics et les collectivités locales de financements dignes de ce nom. Cela permettrait le recrutement de personnels sur des emplois durables, nécessaires à la satisfaction des besoins des populations.

Groupe des élu-e-s communistes de la Ville de Brest, le 31 août 2017.

Jacqueline Héré, Eric Guellec, Claude Bellec, Jean-Michel Le Lorc'h, Gaëlle Abily

paroles communistes #7 - section de Brest

Dans le dernier *Paroles communistes* publié par la section de Brest on trouve, outre le rappel de l'[AG des communistes finistériens le 8 juillet de 10 à 13h à Rosporden](#) :

- un vote des élu.e.s communistes brestois pour défendre les moyens pour les écoles publiques (ci dessous en intégralité)
- une affiche de campagne du PCF pour réclamer justice pour les victimes de l'amiante
- la mobilisation pour la Fête de l'Huma les 15 16 et 17 septembre (25€ le prix en vente militante)
- un rappel de la résolution du CN du 24 juin
- le rappel de la campagne d'été *L'été ce n'est pas fait pour casser le code du travail !*

Lors du Conseil municipal du 29 juin 2017, la délibération 25 portait sur les projets de conventionnement entre la Ville et les écoles privées brestoises. En désaccord sur l'accompagnement financier facultatif de la Ville aux écoles privées maternelles, le Groupe des élu-e-s communistes, par la voix d'Éric Guellec, s'est prononcé contre.



« Il nous est aujourd'hui proposé d'approuver les projets de convention concernant la mise en œuvre de la prise en charge

par la Ville des dépenses des écoles privées pour les 4 prochaines années.

Cela dans un contexte budgétaire contraint, il n'est pas inutile de le rappeler, une fois de plus.

Vous le savez tous, la loi prévoit la prise en charge obligatoire par les communes des dépenses de fonctionnement des classes des écoles élémentaires, qu'elles dépendent de l'enseignement public ou de l'enseignement privé sous contrat.

Cette loi ne satisfait pas le Parti Communiste Français qui souhaite que les fonds publics financent uniquement l'Éducation Nationale. Afin de toujours améliorer la qualité du service public qu'elle doit rendre à tous les enfants.

Mais ce combat politique dépasse bien évidemment le cadre de notre Conseil Municipal.

A la lecture de cette délibération, nous notons certes que la Ville concentrera désormais son accompagnement de la scolarisation dans le privé sur les élèves dont les parents habitent à Brest.

Cependant un point nous pose réellement question : celui de l'accompagnement financier par notre Ville de la scolarisation dans les écoles maternelles privées.

Rappelons que ce financement, aux yeux de la loi, n'a aucun caractère d'obligation. Il est purement facultatif.

Nous souhaitons qu'à l'avenir, soit baissé de façon significative l'accompagnement financier de la Ville de Brest à la scolarisation dans les écoles maternelles privées sous contrat.

Nous voterons contre cette délibération. »

Élu.e.s communistes de Brest le jeudi 29 juin 2017.

SILENCE, ON CRÈVE

Le parquet demande un non lieu sur l'amiante



Nous demandons justice pour les victimes et leurs familles !
#JusticeDeClasse

Partagez

PCF FRONT DE GAUCHE

L'ÉTÉ

ÇA N'EST PAS FAIT POUR **CASSER** LE **CODE DU TRAVAIL !**



NON AUX ORDONNANCES MACRON

2017, l'humain d'abord ! PCF FRONT DE GAUCHE



LIBERTÉ
JUSTICE
PAIX!

La Fête de l'Humanité
15-16-17 SEPTEMBRE 2017
PARC DÉPARTEMENTAL G. AUBRON - LA COURNEUVE